

Pièce jointe n°8
Incidences notables sur l'environnement

4° de l'art. R. 512-46-3 du code de l'environnement

A l'instar du CERFA 15 679*04, relatif à la demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installations classées, la présente pièce jointe s'articule sous forme de tableau. Dans une première partie, elle a pour objectif d'appréhender le milieu d'implantation et la sensibilité du secteur et en deuxième partie d'analyser les incidences notables sur l'environnement.

I. SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE EN FONCTION DE LA LOCALISATION DU PROJET

Milieu environnemental d'intérêt	Projet présent dans le milieu	Description du milieu impacté le cas échéant
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF)	Non	La ZNIEFF la plus proche du site est une ZNIEFF de type I. Il s'agit de la FORET DE MONTGERALD (020030024), localisée à 1,45 km au Nord-Ouest de l'emprise de site.
Zone de montagne	Non	-
Zone couverte par un arrêté de protection biotope	Non	-
Territoire d'une commune littorale	Oui	Le territoire est implanté sur la commune du Lamentin, qui est une commune littorale au sens de la loi du 3 janvier 1986, dite loi littoral.
Parc national, parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional	Non	Le projet ne se situe pas dans un parc national. L'espace marin bordant la Martinique est un parc naturel marin, se situant au plus proche à 1 km du site. L'emprise de projet ne se situe pas dans une réserve naturelle nationale ou régionale, ni dans une zone de conservation halieutique. Le projet se situe à 900 m d'un parc naturel régional.
Territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration	Non	D'après les cartes localisant les zones exposées au bruit (indicateur Lden (journée)), le territoire du site est concerné par les bruits routiers . Les courbes isophones LD en dB (A) cartographiées au niveau du site vont de 55-60 dB au Nord du site, et jusqu'à 70-75 dB au Sud (au plus proche de l'A1). L'arrêté préfectoral portant approbation des cartes de bruit (Arrêté N°R02-2023-12-07-00006) précise que « Les cartes de bruit sont transmises aux gestionnaires des voies en vue de l'élaboration des plans de prévention du bruit dans l'environnement correspondants ». Le PPBE correspondant n'étant pas disponible, il est supposé être en cours d'élaboration.
Bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable	Non	Le projet ne se trouve pas dans le milieu d'un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon ou d'un patrimoine remarquable (un site patrimonial remarquable se situe à Fort-de-France). Le monument historique le plus proche est l'Eglise

		Saint-Christophe sur la commune de Fort-de-France, à 2,1 km au Sud-Ouest du site.
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation	Non	Le site est déjà existant. Il n'y a pas eu d'investigations concernant le caractère humide de l'emprise de projet. D'après la classification des sols Corine Land Cover (2018), le terrain se situe en « Zones industrielles ou commerciales et installations publiques ». Il ne serait pas intégré dans les « Zones humides et surfaces en eaux permanentes » de cette même classification.
Commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé	Oui	La commune du Lamentin est couverte par un PPRN. L'Arrêté n°2013364-0012 approuve la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels du Lamentin. Également, l'emprise de site est comprise dans le périmètre du PPRT de la zone de Californie. Ce dernier a été prescrit par Arrêté n°09-01829 le 8 juin 2009.
Site ou sur des sols pollués	Oui	A 330 m environ au Sud-Ouest de l'emprise de projet se trouve un site, désormais en arrêt, présent dans la base de données BASIAS. Son activité principale était la production de boissons alcooliques distillées et liqueurs. Cependant, aucune pollution n'a été recensée à ce jour sur l'emprise de site. 12 sites BASOL sont également répertoriés dans la commune du Lamentin. 5 de ces sites se trouvent dans un rayon de 2 km autour du projet, au Sud-Ouest de celui-ci.
Zone de répartition des eaux	Non	La Martinique n'est pas concernée par une zone de répartition des eaux. En effet, les ZRE ont été définies seulement pour la France Métropolitaine.
Périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle	Non	Les ressources en eau disponibles pour la production d'eau potable se concentrent dans la partie Nord de l'Ile. La commune du Lamentin est bien plus au Sud que ces captages. Par conséquent, et d'après le SDAGE Martinique 2022-2027, le site du projet ne se trouve pas être dans un PPR d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle.
Site inscrit	Non	Les 11 sites inscrits de la Martinique se situent tous à plus de 5 km de l'emprise de site, le plus proche étant la Vallée de la Rivière blanche dans la commune de Saint-Joseph, au Nord-Ouest du site.
Milieu environnemental d'intérêt	Projet présent à proximité	Description du milieu impacté le cas échéant
Site Natura 2000	Non	La Martinique n'est pas concernée par le réseau Natura 2000, que ce soit au titre de la Directive Oiseaux ou la Directive Habitats.
Site Classé	Non	Les 4 sites classés de la Martinique se situent à plus de 5 km de l'emprise de site. Le plus proche est localisé à 18 km environ, au Sud-Ouest du projet. Il

		s'agit du Rocher du Diamant, localisé dans la commune du Diamant.
--	--	---

II. EFFETS NOTABLES DU PROJET

Incidence potentielle de l'installation		Concerné ?	Nature et importance de l'effet le cas échéant
Ressource	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	Oui	L'eau est principalement utilisée sur le site pour les besoins des salariés. Elle provient du réseau d'eau potable local.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	Non	Les aménagements projetés n'entraîneront pas de drainage ni de modifications prévisibles des masses d'eau souterraines.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	Non	Le site est déjà existant, le projet n'est pas concerné par ce point.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	Non	Le site est déjà existant, le projet n'est pas concerné par ce point.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	Non	Le site est déjà existant et majoritairement imperméabilisé. Les aménagements prévus seront internes aux bâtiments présents et ne seront, par conséquent, pas susceptibles d'entraîner des perturbations, dégradations ou destructions de la biodiversité.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	Non	Pour rappel, aucun site Natura 2000 n'est présent en Martinique.
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées point précédent ?	Non	Les aménagements prévus ne seront pas de nature à avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées dans les points précédents.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	Non	Le site est déjà existant et imperméabilisé.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	Oui	Les risques technologiques identifiés au niveau du site sont : -Installations industrielles classées (ICPE) (risque important) ; -Pollution des sols (site concerné par le risque).

Incidence potentielle de l'installation		Concerné ?	Nature et importance de l'effet le cas échéant
	Est-il concerné par des risques naturels ?	Oui	<p>Les risques naturels identifiés au niveau du site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Inondation (risque existant) ; -Risques côtiers (submersion marine, tsunami) (risque existant) ; -Séisme (risque important) ; -Mouvements de terrain (risque existant) ; -Eruption volcanique (risque existant) ; -Vents violents et risques cycloniques (risque existant) ; -Radon (risque faible).
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	Non	-
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	Oui	La raffinerie SARA, localisée dans la ZI de Californie à 700 m au Sud du site, est visée par l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions dites « IED » (rubriques 3120 et 3110). Ainsi, les risques sanitaires liés à cet établissement ne peuvent pas être exclus pour le site du projet. En outre, les deux établissements sont compris dans le PPRT de la zone de Californie.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	Oui	Le site est à l'origine de déplacements de véhicules légers (personnel, clients) ainsi que de poids lourds dans le cadre de son activité.
	Est-il source de bruit ?	Oui	Les principales sources sonores proviennent de la circulation des véhicules sur le site. Les aménagements prévus ne viendront pas accentuer de manière conséquente les émissions de bruit du site.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	Oui	Comme indiqué précédemment, les terrains sont inclus dans le périmètre des bruits routiers, liés à l'autoroute A1 passant au Sud du site. Il s'agit d'une infrastructure routière dont le trafic journalier moyen annuel est supérieur à 3 millions de véhicules.

Incidence potentielle de l'installation		Concerné ?	Nature et importance de l'effet le cas échéant
	Engendre-t-il des odeurs ?	Non	-
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	Non	-
	Engendre-t-il des vibrations ?	Non	-
Nuisances	Est-il concerné par des vibrations ?	Non	-
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	Non	-
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	Non	-
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	Non	-
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	Oui	<p>Les rejets générés sur le site seront de deux natures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les rejets d'eaux usées domestiques, qui seront traitées par une station individuelle ; - Les eaux pluviales ruisselant sur le site, qui, après un passage dans un séparateur d'hydrocarbures, seront tamponnées à la parcelle avant de rejoindre le milieu naturel.
	Engendre-t-il des d'effluents ?	Non	-

Incidence potentielle de l'installation		Concerné ?	Nature et importance de l'effet le cas échéant
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	Oui	Les déchets produits seront principalement des déchets non dangereux (tels que les déchets de bureaux et d'emballages). Des déchets dangereux pourront également être générés (par exemple, les boues produites par le curage du séparateur d'hydrocarbures). Ces déchets seront dirigés vers des installations autorisées.
Patrimoine/Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	Non	L'emprise de site n'est pas susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique ou paysager, de par son éloignement géographique de ceux-ci (a minima 2,2 km) .
	Engendre-t-il des modifications sur les activités Humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	Non	Le site est déjà existant. Les aménagements projetés n'engendreront pas de modifications sur les activités humaines.

III. CUMUL AVEC D'AUTRES ACTIVITES

La MRAe de la Martinique a rendu un avis sur un projet de régularisation/aménagement et viabilisation de la zone d'activités économiques (ZAE) de la Trompeuse dans la commune de Fort-de-France, en 2021. Le Nord de cette ZAE se trouve dans un rayon de 1 km par rapport au site de la Compagnie 3H.

Dans le cadre du développement de la ZAE, la CACEM (Communauté d'agglomération du Centre de la Martinique), EPCI a obtenu un permis d'aménager en 2013, modifié en 2015. Celui-ci est aujourd'hui caduque : l'EPCI n'a en effet pas produit de déclaration d'ouverture de travaux lors de la réalisation des VRD. Pour autoriser les aménagements sur les autres lots de la ZAE Trompeuse, la CACEM devait régulariser administrativement et juridiquement l'existence de la zone.

Au cours de la mise au point avec la ville de Fort-de-France, cette dernière a soulevé la nécessité de joindre une étude d'impact au dossier ou la preuve que la DEAL ne considère pas cette dernière comme nécessaire. Un dossier d'examen au cas par cas a donc été déposé et enregistré en Décembre 2020 auprès de la DEAL afin que celle-ci se positionne officiellement sur ce sujet. En Janvier 2021, la réponse de la DEAL confirme la nécessité d'une étude d'impact. La MRAe a donc rendu un avis sur cette étude d'impact, avant présentation/soumission du dossier à l'enquête publique/à la procédure de consultation électronique du public.

La possibilité qu'il y ait encore actuellement des travaux en cours ne peut pas être écartée. Cependant, le dossier présenté par la CACEM a pour objectif, notamment, d'intégrer et améliorer les conditions d'exploitation de divers ateliers informels de mécaniques automobiles qui s'y trouvent déjà implantés, ainsi que leur condition de desserte routière par la création d'ouvrages de voirie, d'amenée de réseaux et d'équipements divers. Il est à préciser qu'à ce jour, les travaux de VRD sont terminés dans leur grande majorité et les aménagements de la

plus grande parcelle sont terminés. En outre, le site de la Compagnie 3H est également déjà implanté. Les travaux et aménagements projetés ne seront pas considérés comme présentant des impacts majeurs par rapport à la situation actuelle, pouvant être cumulés avec le projet de la ZAE de la Trompeuse.

C'est pourquoi, un cumul avec d'autres activités n'est pas considéré ici.

IV. INCIDENCE TRANSFRONTALIERE

Les effets de l'établissement ne seront pas susceptibles d'entraîner des répercussions de nature transfrontalière.

V. MESURES D'ÉVITEMENT ET DE REDUCTION

Pour rappel, le projet est interne à un site déjà existant, en grande partie déjà aménagé et imperméabilisé. Cela minimise donc de nombreux impacts sur l'environnement par rapport à des travaux sur une zone qui ne serait pas encore urbanisée.

Ainsi, le projet permettra certaines mesures de réduction, entre autres :

- L'implantation d'un bassin de gestion des eaux pluviales et d'éventuelles eaux d'extinction ;
- Les travaux de mise en conformité des bâtiments existants sans démolition ni reconstruction.